

1. RECOMMANDATIONS SUR LE LITTORAL

2. INTRODUCTION

Lors de sa réunion plénière du 13 novembre 2002, le Conseil national de l'information géographique a pris connaissance du rapport intérimaire du groupe de travail littoral présidé par Philippe Boiret. Il a salué la qualité du document et a remercié le président et les membres du groupe de travail pour l'excellence du travail réalisé.

Le conseil a ensuite pris les résolutions suivantes :

3. APPROBATION DES PROPOSITIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

Il approuve les propositions qui sont faites dans la section 2 du rapport et détaillées dans la partie 7.

Il décide de soumettre ces propositions à la DATAR et au Secrétariat général à la mer en vue d'une présentation à un des prochains Comité interministériel à l'aménagement durable du territoire (CIADT) et au Comité interministériel à la mer (CIM).

4. REALISATION DU REFERENTIEL GEOGRAPHIQUE LITTORAL

Le Conseil national de l'information géographique considère qu'il est nécessaire de désigner un maître d'ouvrage du RGL. Il recommande au ministère de la défense et au ministère de l'équipement des transports du logement, du tourisme et de la mer de se coordonner pour proposer une maîtrise d'ouvrage du RGL et rechercher les moyens appropriés en concertation avec les autres ministères concernés.

Le Conseil recommande que la partie grande échelle de ce référentiel géographique littoral soit considérée comme une spécialisation du RGE sur la zone littorale afin de lui faire bénéficier de la dynamique du RGE.

Il recommande à l'IGN, au SHOM et à leurs tutelles d'inscrire pour ce qui les concerne la réalisation du référentiel géographique littoral dans leurs programmes de travail 2003-2006.

Le Conseil recommande au SHOM et à l'IGN, dans le droit fil de la décision interministérielle du 19 février 2001, de mettre au point une convention relative à la réalisation du RGL.

5. MAITRISE D'OUVRAGE DU RESEAU ET DU PORTAIL LITTORAL

Le conseil recommande au ministre de l'équipement, des transports, du logement, de la mer et du tourisme de réaliser en liaison avec les autres ministères concernés une étude sur les conditions de la maîtrise d'ouvrage du réseau littoral chargé de coordonner l'action des acteurs, tant locaux que nationaux, du domaine littoral, de l'entretien de l'inventaire des données géographiques sur le littoral et du site portail.

6. MISE EN PLACE D'UNE COMMISSION DU LITTORAL

Le Conseil décide de mettre en place une commission du littoral dont l'objectif est d'être la tête de réseau des acteurs du littoral pour ce qui est des questions liées à l'information géographique.

7. IMPLICATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

La structuration du réseau national littoral devra s'appuyer fortement sur les acteurs locaux pour être véritablement efficace. Dans cette perspective, le CNIG décide une présentation des travaux du groupe auprès des élus en concertation avec l'Association Nationale des Élus du Littoral (ANEL).

8. SUITES DONNEES

Vu l'importance des enjeux, le conseil demande, que les suites qui auront été apportées à ce rapport lui soient présentées lors de sa prochaine réunion plénière.